

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1818

Artikel: Le parti socialiste suisse sous le feu de son ancien président : Peter Bodenmann pratique mieux la critique provocante que l'analyse en profondeur : une tactique pour l'attention sur le PSS et sur lui-même
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013846>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le parti socialiste suisse sous le feu de son ancien président

Peter Bodenmann pratique mieux la critique provocante que l'analyse en profondeur. Une tactique pour attirer l'attention sur le PSS et sur lui-même

Yvette Jaggi (17 mars 2009)

Peter Bodenmann passe pour un fin stratège et son parcours politique pour exemplaire. Il permettra qu'on s'interroge. Par exemple sur son choix de devenir *«prophète en son pays»*, comme l'écrivait *Domaine Public* le 13 février 1997 (n° 1288).

A l'époque il quittait la présidence du parti socialiste suisse, après moins de sept ans, pour se concentrer sur l'événement qu'il avait déjà tenté en vain trois fois de provoquer: l'entrée du premier socialiste au Conseil d'Etat valaisan. Pari réussi. Le 1er mai 1997, Peter Bodenmann devient ministre de la santé, des affaires sociales et de l'énergie. A défaut d'obtenir les travaux publics qu'il convoitait, il s'empare de deux dossiers majeurs: l'autoroute du Haut-Valais et le tunnel ferroviaire du Lötschberg. Et abandonne son siège au Conseil national. Moins de deux ans plus tard, en mars 1999, il démissionne du poste si chèrement conquis, se sentant pris dans un conflit d'intérêts entre promotion immobilière et politique.

Depuis lors, il gère son hôtel de Brigue et occupe ses loisirs apparemment importants à observer d'un œil critique l'actualité fédérale, socialiste et générale et à écrire de sa plume vive et ironique force chroniques et lettres ouvertes, publiées principalement dans la presse alémanique à grand tirage. On le lit notamment chaque semaine dans la *Weltwoche*, où il partage une

page avec Christoph Mörgeli, conseiller national et idéologue de l'UDC tendance Christoph B.

Thème favori de Peter Bodenmann: le PS de l'après Peter Bodenmann. Tour à tour, ses différents successeurs ont reçu leur volée de bois vert: Ursula Koch, Christiane Brunner, Hans-Jörg Fehr et, depuis la semaine dernière, Christian Levrat, accusé de suivisme populiste – en écho aux soupçons des Jeunesses socialistes. Et pourtant, la première année du Fribourgeois à la tête du PSS aura été marquée par un bel effort collectif de réflexion et d'action sur la durée. Il n'empêche. Plus tacticien de l'immédiat que stratège au long cours, Peter Bodenmann s'impatiente: les reculs enregistrés aux récentes élections cantonales d'Argovie et de Soleure montrent que les partis socialistes alémaniques n'ont pas encore surmonté le grave échec subi aux élections nationales d'octobre 2007.

Plus sévère encore pour ses propres camarades valaisans, *«l'hôtelier de Brigue»* leur reproche d'avoir limité leur ambition à remplacer Thomas Burgener par la première conseillère d'Etat élue dans le Vieux Pays, au lieu d'oser saisir une occasion unique de renverser l'ancestrale majorité démocrate-chrétienne, rien moins. Le PDC ressort effectivement affaibli des élections cantonales du 1er mars, mais conserve son

hégémonie. Du coup, Peter Bodenmann se sent autorisé à pratiquer la provocation *ex post*, un genre nouveau et plutôt vain.

Plus injuste encore: l'ancien président du PSS reproche à ses successeurs, et singulièrement à Moritz Leuenberger dont il a lui-même accompagné l'élection au Conseil fédéral en 1995, d'avoir négligé la dimension écologique. C'est de toute évidence faux, si faux même que nombre de militants socialistes craignent de voir leur parti se retrouver à la remorque des Verts.

Sur un point toutefois, la critique de Peter Bodenmann est révélatrice, sinon fondée: le PSS ne sait pas valoriser ses efforts ni toujours les prolonger visiblement. Ainsi de l'étude sur les énergies renouvelables commandée au conseiller national bâlois Rudolf Rechsteiner. Son rapport, malheureusement non traduit, a tout juste fait l'objet d'une conférence de presse, d'ailleurs reportée au dernier moment en raison du dixième épisode du feuilleton UBS / secret bancaire. Et puis plus rien. Oubli regrettable évidemment, mais produit typique de la machine à broyer pêle-mêle les bonnes idées durables et les bulles momentanément gonflées, qui fonctionne aussi bien sous la Coupole fédérale que dans les secrétariats des partis et les salles de rédaction.

Dommage que Peter Bodenmann ne mette pas mieux à profit la distance en temps et en espace dont le gratifie sa retraite politique. Car il aurait, lui, la

disponibilité et la force d'assurer le suivi médiatique d'un rapport tel que celui de Rudi Rechsteiner. Mais pour cela, il faudrait que, faisant preuve d'une soudaine

modestie, Peter Bodenmann veuille bien descendre de son haut poste d'observation, d'où il distribue souverainement les mauvais points, sans prendre le moindre risque.

Licenciement et violence sociale à Manor

L'évolution du rapport conflictuel en entreprise interpelle aussi l'Etat, la loi

Daniel Marco (18 mars 2009)

Manor, contraction de *Maus* et *Nordmann*, fleuron de Maus Frères Holdings, a licencié Marisa Pralong, déléguée syndicale aux conventions collectives de travail de la branche du commerce de détail genevois et présidente de la région de Genève du syndicat UNIA.

Un des motifs évoqués dans la lettre de licenciement: s'être exprimée dans la *Tribune de Genève*, en décembre 2008, au nom de ses collègues du commerce de détail genevois, sur les conditions de travail du personnel de vente pendant les fêtes de fin d'année.

La violence sociale est toujours présente dans un licenciement, celui de Marisa Pralong n'échappe pas à la règle. Dans ce cas elle a pris plusieurs formes.

La direction de Manor ne supporte pas que l'on discute dans les rangs. L'entreprise fait penser à une caserne. L'année dernière, elle tentait d'embrigader ses vendeurs et vendeuses dans ce qu'elle appelait pompeusement une culture d'entreprise baptisée par les trois lettres USP,

«*Unique, Souriant, Professionnel*». Pour mettre en place cette «*culture USP*» le personnel de vente avait bénéficié de cours conclus par une fiche individuelle contresignée par le collaborateur ou la collaboratrice et un responsable hiérarchique. Au dessus des signatures figurait la phrase en gras «*J'ai bien compris ce qui m'est demandé et je vais tout mettre en œuvre pour atteindre les standards qualitatifs de l'USP caisse de Manor Genève*».

La direction de Manor n'aime pas les syndicats et ne veut pas de syndicalistes actifs dans ses magasins et ses bureaux. Elle a reçu récemment une pétition interne réunissant 140 signatures de salarié-e-s de l'entreprise qui demande la constitution d'une Commission du personnel.

La majorité politique de ce pays aime à vanter le modèle helvétique du partenariat social: l'Etat arbitre des conflits, les conventions collectives de travail (CCT). Un modèle qu'elle invoque pour ne pas trop légiférer dans ce domaine. La réalité de ce soi-

disant *Sonderfall Schweiz* est un peu différente: la loi protège peu travailleurs et travailleuses. Une bonne moitié du patronat ne veut pas avoir affaire aux syndicats et refuse de conclure des CCT. L'autre moitié, qui a signé des CCT, confine souvent les représentants syndicaux à la table des négociations ou dans les commissions paritaires de branches.

Paul Rechsteiner, président de l'Union syndicale suisse (USS), et Andy Rieger, co-président d'UNIA, ne se sont pas trompés sur l'enjeu en venant à Genève tenir une conférence de soutien à Marisa Pralong.

Le modèle économique et social qui régissait la période d'après-guerre a fait place, dans les années 80, à un modèle plus agressif. Toute une série de règles qui encadraient les rapports sociaux ont été abandonnées au profit d'une concurrence sans merci entre entreprises, de la guerre économique pour la conquête des marchés. Ce modèle diffuse une violence sociale accrue au sein de toutes les sphères de la société; violence sociale qui n'est pas un épiphénomène